

## Arrêt

**n° 307 721 du 4 juin 2024**  
**dans l'affaire X / VII**

**En cause :**        1.   X  
                             2.   X

**Ayant élu domicile :**        **au cabinet de Maître P. VANCRAEYNEST**  
   **Place de la Station 9**  
   **5000 NAMUR**

**contre:**

**l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration**

---

### **LA PRÉSIDENTE F.F. DE LA VIII<sup>E</sup> CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 19 octobre 2023, par X et X qui déclarent être de nationalité kosovare, tendant à la suspension et l'annulation d'une décision déclarant non fondée une demande d'autorisation de séjour et de deux ordres de quitter le territoire, pris le 5 septembre 2023.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée : la loi du 15 décembre 1980).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 2 mai 2024 convoquant les parties à l'audience du 29 mai 2024.

Entendu, en son rapport, N. CHAUDHRY, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me VILAS BOAS PEREJRA *loco* Me P. VANCRAEYNEST, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et C. L'HOIR, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. Faits pertinents de la cause.**

1.1. Les requérants ont déclaré être arrivés en Belgique le 30 mai 2012. Le même jour, ils ont chacun introduit une demande de protection internationale.

Le 21 juin 2012, ces demandes ont fait l'objet de deux décisions de refus de prise en considération, prises par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides a pris. Ces décisions n'apparaissent pas avoir été entreprises de recours.

1.2. Le 9 août 2012, les requérants ont introduit, chacun, une seconde demande d'asile.

Le 20 août 2012, la partie défenderesse a pris deux décisions de refus de prise en considération d'une nouvelle demande d'asile (annexes 13quater). Ces décisions n'apparaissent pas avoir été entreprises de recours.

1.3. Le 3 septembre 2012, les requérants ont introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le 13 novembre 2012, la partie défenderesse a rejeté cette demande, et a pris, à l'égard des requérants, deux ordres de quitter le territoire avec interdiction d'entrée (annexe 13sexies). Ces décisions n'apparaissent pas avoir été entreprises de recours.

1.4. Le 2 avril 2013, les requérants ont introduit une deuxième demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le 4 novembre 2013, la partie défenderesse a déclaré cette demande irrecevable. Cette décision n'apparaît pas avoir été entreprise de recours.

1.5. Le 18 juillet 2014, les requérants ont introduit une troisième demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le 2 juin 2015, la partie défenderesse a déclaré cette demande irrecevable. Cette décision n'apparaît pas avoir été entreprise de recours.

1.6. Le 2 juin 2015, la partie défenderesse a également pris, à l'égard des requérants, deux ordres de quitter le territoire (annexe 13) et deux interdictions d'entrée (annexe 13sexies).

Les recours en suspension et annulation introduits à l'encontre de ces décisions ont été rejetés par le Conseil de céans, aux termes de ses arrêts n° 170 673 à 170 676, prononcés le 28 juin 2016.

1.7. Le 27 janvier 2017, les requérants ont introduit une quatrième demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois, sur la base de l'article 9ter de la loi du 15 décembre 1980.

Le 2 mars 2018, la partie défenderesse a rejeté cette demande et a pris, à l'égard des requérants, deux ordres de quitter le territoire.

Ces décisions ont cependant été annulées par le Conseil de céans, aux termes de son arrêt n° 263 428 du 9 novembre 2021.

1.8. Le 5 septembre 2023, la partie défenderesse a pris une nouvelle décision de rejet de la demande visée au point 1.7. et a pris, à l'égard des requérants, deux ordres de quitter le territoire. Ces décisions, qui leur ont été notifiées le 19 septembre 2023, constituent les actes attaqués et sont motivées comme suit :

- S'agissant de la décision rejetant une demande d'autorisation de séjour (ci-après : le premier acte attaqué) :

« Motif:

*Le problème médical invoqué ne peut être retenu pour justifier la délivrance d'un titre de séjour conformément à l'article 9 ter de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, comme remplacé par l'article 187 de la loi du 29 Décembre 2010 portant des dispositions diverses.*

*[Le premier requérant] invoque son problème de santé, à l'appui de leur demande d'autorisation de séjour, justifiant une régularisation de séjour en Belgique. Le Médecin de l'Office des Etrangers (OE), compétent pour l'évaluation de l'état de santé de l'intéressé et, si nécessaire, pour l'appréciation des possibilités de traitement au pays d'origine et/ou de provenance, a ainsi été invité à se prononcer quant à un possible retour vers le Kosovo pays d'origine des requérants.*

*Dans son avis médical remis le 05.09.2023 (joint en annexe de la présente décision sous pli fermé), le médecin de l'OE affirme que l'ensemble des traitements médicamenteux et suivi requis sont disponibles au pays d'origine du demandeur, que ces soins médicaux sont accessibles au requérant, que son état de santé ne l'empêche pas de voyager et que dès lors, il n'y a pas de contre-indication d'un point de vue médical à un retour du requérant à son pays d'origine.*

*Les informations quant à la disponibilité et à l'accessibilité se trouvent au dossier administratif.*

*Les soins de santé sont donc disponibles et accessibles au Kosovo.*

*Il ne peut être constaté du dossier médical fourni que l'intéressé souffre actuellement d'une maladie mettant la vie en danger ou qui comporte un danger imminent pour sa vie ou son Intégrité physique à cause de laquelle l'intéressé ne serait pas en état de voyager*

*Il ne peut également être constaté du dossier médical fourni que l'intéressé souffre d'une maladie qui comporte un risque réel de traitement inhumain ou dégradant en cas de retour au pays d'origine vu que le traitement adéquat y est disponible et accessible.*

*Rappelons que le médecin de l'Office des Etrangers ne doit se prononcer que sur les aspects médicaux étayés par certificat médical (voir en ce sens Arrêt CE 246385 du 12.12.2019). Dès lors, dans son avis, le médecin de l'OE ne prendra pas en compte toute interprétation, extrapolation ou autre explication qui aurait été émise par le demandeur, son conseil ou tout autre intervenant étranger au corps médical concernant la situation médicale du malade (maladie, évolution, complications possibles...).*

*Rappelons que l'article 9ter prévoit que « L'étranger transmet avec la demande tous les renseignements utiles et récents concernant sa maladie et les possibilités et l'accessibilité de traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne ». Dès lors, il incombe aux demandeurs de transmettre directement à l'Office des Etrangers et dans le cadre de leur demande 9ter, tout document qu'ils entendent faire valoir. En effet, notre administration n'est « nullement tenue de compléter la demande de la requérante par des documents déposés au gré de ses procédures ou annexés à ses recours. » (CCE n°203976 du 18/05/2018)*

*Vu que le requérant a déjà été radié d'office, il faut contacter la direction régionale du Registre National afin de réaliser la radiation pour perte de droit au séjour.»*

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire visant le premier requérant (ci-après : le deuxième acte attaqué) :

**« MOTIF DE LA DECISION :**

*L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :*

*o En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :*

*L'étranger n'est pas en possession d'un visa valable*

*Dans le cadre de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 " Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte ,de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné." la situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :*

**• L'intérêt supérieur de l'enfant :**

*Aucun car d'après les éléments du dossier, les intéressés n'ont pas d'enfant à charge en Belgique*

**• La vie familiale :**

*La décision concerne l'ensemble des membres de la famille et, dès lors, aucune atteinte à l'unité familiale ne saurait être constatée. Signalons en outre que le fait d'avoir tissés des relations sociales avec des ressortissants belges ne peut constituer une éventuelle atteinte à l'article 8 de la CEDH, qui vise exclusivement la sauvegarde l'unité familiale et la vie de famille.*

**• L'état de santé :**

*Selon l'avis médical dd 05.09.2023 , aucune contre-indication à voyager*

*Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire».*

- S'agissant de l'ordre de quitter le territoire visant le second requérant (ci-après : le troisième acte attaqué) :

**« MOTIF DE LA DECISION :**

*L'ordre de quitter le territoire est délivré en application de l'article (des articles) suivant(s) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers et sur la base des faits suivants :*

*o En vertu de l'article 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 15 décembre 1980, il demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 :*

*L'étranger n'est pas en possession d'un visa valable*

*Dans le cadre de l'article 74/13 de la loi du 15 décembre 1980 " Lors de la prise d'une décision d'éloignement, le ministre ou son délégué tient compte ,de l'intérêt supérieur de l'enfant, de la vie familiale, et de l'état de santé du ressortissant d'un pays tiers concerné." la situation a été évaluée lors de la prise de cet ordre de quitter le territoire. Cette évaluation est basée sur tous les éléments actuellement dans le dossier :*

• *L'intérêt supérieur de l'enfant :*

*Aucun car d'après les éléments du dossier, les intéressés n'ont pas d'enfant à charge en Belgique*

• *La vie familiale :*

*La décision concerne l'ensemble des membres de la famille et, dès lors, aucune atteinte à l'unité familiale ne saurait être constatée. Signalons en outre que le fait d'avoir tissés des relations sociales avec des ressortissants belges ne peut constituer une éventuelle atteinte à l'article 8 de la CEDH, qui vise exclusivement la sauvegarde l'unité familiale et la vie de famille.*

• *L'état de santé :*

*Selon l'avis médical dd 05.09.2023 , aucune contre-indication à voyager*

*Par conséquent, il n'y a pas d'éléments qui posent problème pour prendre un ordre de quitter le territoire».*

## **2. Examen du moyen d'annulation.**

2.1.1. La partie requérante prend un moyen unique, tiré de la violation des articles 9ter et 62 de la loi du 15 décembre 1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

2.1.2. Dans une première branche, elle fait valoir que le requérant a « présenté un certificat actualisé de son état de santé en date du 11 mai 2023 », et reproche à la partie défenderesse de ne pas avoir « tenu compte de ce document supplémentaire et [d'avoir] donc manqué de manière flagrante à son devoir de minutie et de motivation formelle ». Elle souligne qu'« il incombe à la partie adverse de prendre en compte l'ensemble des documents qui lui sont soumis et non pas seulement ceux qu'elle juge nécessaires », et considère que « par conséquent, l'analyse du médecin-conseil n'est pas à jour au regard de l'état de santé du requérant, qui a évolué », arguant que « le médecin-conseil a basé son analyse sur une liste de certificats en sa possession, dont le dernier date de février 2018 ». Elle conclut que « en tout état de cause, il n'a pas respecté son devoir de minutie, qui est un principe général du droit, ni son obligation de motivation formelle, en ce qu'il n'a pas motivé sa décision sur la base de l'état de santé actuel du requérant ».

2.1.3. Dans une seconde branche, s'agissant de la disponibilité du traitement du requérant au Kosovo, elle relève que « en ce qui concerne plusieurs des médicaments, la partie adverse se réfère à des médicaments alternatifs et non à la médication propre du requérant ». Elle souligne à cet égard que « le requérant suit un traitement qui lui est propre et individualisé, et qu'il est bien connu que le traitement d'un patient ne peut être modifié selon le bon vouloir d'un médecin ».

S'agissant de l'accessibilité des soins, elle observe que « le médecin conseil de la partie adverse reconnaît que « les services de santé dans les établissements publics sont couverts par le budget du gouvernement du KOSOVO. Les patients paient des frais allant de 2 EUR pour une visite ordinaire à 500 EUR pour les interventions d'un spécialiste » » et qu'il précise bien que « tous les services de santé publique sont gratuits à l'exception des frais » ». Soulignant que « comme indiqué ci-dessus, ces frais peuvent s'élever jusqu'à 500 euros pour l'intervention d'un spécialiste », elle fait valoir que « le requérant souffre de schizophrénie, plus précisément de psychose chronique avec hallucinations auditives, ainsi que d'agitation nocturne avec cauchemars », en telle sorte qu'« il aura inévitablement besoin de l'intervention d'un spécialiste ». Elle ajoute que « le salaire moyen d'un Kosovar en septembre 2022 était de 525 euros », arguant que « le requérant, s'il est en mesure de travailler (quod non), devra payer presque un mois entier de salaire pour les soins d'un spécialiste, alors qu'il a besoin d'un suivi régulier ».

Elle reproche ensuite au médecin conseil de la partie défenderesse d'« analyse[r] l'accessibilité du système de soin de santé de manière général dans une grande partie de son avis (analyse des trois niveaux d'organisation du système de santé) alors que la situation du requérant nécessite un suivi particulier en ce qu'il souffre de schizophrénie chronique » et d'« analyse[r] l'organisation du système de soin de santé pour démontrer qu'une aide peut être apportée aux personnes la nécessitant » en se fondant « sur une loi datant

de 2004 », dont il « n'analyse pa[s] la mise en pratique effective ». Elle souligne que « à l'inverse, le requérant, par un rapport de l'OSAR de 2016, démontre qu'en pratique les soins de santé ne sont accessibles ». Elle relève encore que « l'analyse du médecin conseil se limite au système général sans approcher la problématique du requérant à savoir des graves problèmes de psychiatrie ».

Elle fait ensuite grief au médecin conseil de la partie défenderesse de se référer à « *un nouveau projet pour les citoyens : « Services de santé de qualité et accessibilité ». L'aide helvétique pour la santé couvre la période de 2016 à 2019* » », et souligne qu'« il paraît nécessaire de préciser que nous sommes en 2023, soit 4 ans après la période que couvrait le projet ». Elle ajoute que « ce projet ne vise que les soins de santé primaires alors que l'Etat de santé du requérant nécessite des soins spécifiques », et reproduit à cet égard un extrait du rapport OSAR 2016, précité, lequel « démontre qu' *in concreto*, au KOSOVO les soins ne sont ni disponibles, ni accessibles pour les personnes souffrant de graves troubles psychiatriques ».

Relevant encore que « la partie adverse se réfère également à un projet de l'URA qui vise à aider les personnes dans leur réintégration au KOSOVO », elle lui fait grief d'« omet[tre] de préciser que seules les personnes revenant "de l'un des Länder suivants sont éligibles à l'aide de l'URA : Bade-Wurtemberg, Berlin, Brême, Basse-Saxe, Rhénanie-du-Nord-Westphalie (retours volontaires uniquement), Saxe, Saxe-Anhalt, Schleswig-Holstein, Thuringe (retours volontaires uniquement)" » et que « De plus, avant de retourner au Kosovo, ces personnes doivent avoir passé au moins six mois en Allemagne ».

Elle considère ensuite qu'« il est réellement interpellant de lire que le médecin conseil considère que le requérant est apte à travailler », dès lors que celui-ci « souffre de schizophrénie chronique nécessitant un encadrement à domicile et de fréquente hospitalisations », en telle sorte que « dans ce contexte, il est difficile d'imaginer que le requérant serait apte à travailler ». Elle ajoute que « les requérants sont depuis plus de 11 ans en Belgique », que « la situation du requérant nécessite un suivi important constant ne souffrant aucun arrêt » et que « les liens sociaux des requérants au pays d'origine, se sont amoindris pour ne pas dire devenus inexistantes ». Elle estime qu'« il est inimaginable au vu de l'investissement financier que représente la prise en charge du requérant que ces « contacts » interviennent », et ce « d'autant plus par les revenus extrêmement faibles dans le pays d'origine ». Elle fait valoir que « le père du requérant n'arrive plus à gérer seule [sic] la situation en raison de la lourdeur de la maladie et la violence dont fait parfois preuve le requérant à son égard », et conclut que « dans ce contexte il y a non seulement des contre-indications à voyager (stress du voyage, aucun encadrement spécifique fourni) et le retour à proprement parler au pays où le requérant risque de se retrouver abandonné ».

2.2. Sur le moyen unique, le Conseil rappelle que l'article 9ter, § 1, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980 prévoit qu'une autorisation de séjour peut être demandée auprès du ministre ou de son délégué par « *L'étranger qui séjourne en Belgique qui démontre son identité conformément au § 2 et qui souffre d'une maladie telle qu'elle entraîne un risque réel pour sa vie ou son intégrité physique ou un risque réel de traitement inhumain ou dégradant lorsqu'il n'existe aucun traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne.* »

En vue de déterminer si l'étranger qui se prévaut de cette disposition répond aux critères ainsi établis, les alinéa 3 et suivants de ce paragraphe portent que « *L'étranger transmet avec la demande tous les renseignements utiles concernant sa maladie et les possibilités et l'accessibilité de traitement adéquat dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne. Il transmet un certificat médical type prévu par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. Ce certificat médical indique la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire. L'appréciation du risque visé à l'alinéa 1er, des possibilités de traitement, leur accessibilité dans son pays d'origine ou dans le pays où il séjourne et de la maladie, son degré de gravité et le traitement estimé nécessaire indiqués dans le certificat médical, est effectuée par un fonctionnaire médecin ou un médecin désigné par le ministre ou son délégué qui rend un avis à ce sujet. Ce médecin peut, s'il l'estime nécessaire, examiner l'étranger et demander l'avis complémentaire d'experts.* ».

Le Conseil rappelle également que l'obligation de motivation formelle à laquelle est tenue l'autorité administrative doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles celle-ci se fonde, en faisant apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur, afin de permettre au destinataire de la décision, le cas échéant, de pouvoir la contester dans le cadre d'un recours et à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Sur ce dernier point, le Conseil précise que le contrôle de légalité qu'il lui incombe de réaliser dans le cadre des recours qui lui sont soumis consiste, notamment, à vérifier si l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné des dits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation (cfr. dans le même sens, RvSt, n°101.624, 7 décembre 2001 et C.E., n°147.344, 6 juillet 2005).

2.3.1. En l'occurrence, le Conseil constate que le dossier administratif tel que déposé par la partie défenderesse ne contient pas la demande d'autorisation de séjour visée au point 1.7. ci-avant.

A cet égard, le Conseil rappelle, d'une part, que l'article 39/59, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 15 décembre 1980, précitée, dispose que « *Lorsque la partie défenderesse ne transmet pas le dossier administratif dans le délai fixé, les faits cités par la partie requérante sont réputés prouvés, à moins que ces faits soient manifestement inexacts* » et, d'autre part, qu'il ressort de la jurisprudence du Conseil d'Etat à laquelle il se rallie que cette disposition est également applicable lorsque le dossier déposé est incomplet (dans le même sens : C.E., arrêt n° 181.149 du 17 mars 2008).

2.3.2. En l'espèce, s'agissant du premier acte attaqué, le Conseil observe qu'il ressort du rapport médical du 5 septembre 2023 et de la première décision entreprise que, pour statuer sur la demande visée au point 1.7., la partie défenderesse s'est basée, notamment, sur le contenu de cette demande, ainsi que sur les documents, médicaux et autres, y annexés, afin de considérer que les soins et suivis nécessaires au premier requérant sont disponibles et accessibles au pays d'origine. Or, le Conseil ne saurait que constater qu'il ne peut procéder à la vérification des allégations de la partie requérante formulées en termes de moyen, dans la mesure où rien ne permet de considérer que ses affirmations seraient manifestement inexacts. En effet, dès lors que la demande d'autorisation de séjour précitée ne figure pas en tant que telle au dossier administratif, ni, partant, l'inventaire précis des documents qui y ont été annexés, le Conseil ne saurait procéder au contrôle de la première décision entreprise, au vu des griefs formulés en termes de moyen. La circonstance que les pièces médicales et certains documents joints à ladite demande semblent présents au dossier administratif ne peut suffire à cet égard, dans la mesure où le Conseil est dans l'impossibilité de prendre connaissance de l'entière de la demande précitée et de vérifier si l'ensemble des documents y annexés ont été pris en considération par la partie défenderesse.

A titre surabondant, le Conseil observe que le dossier administratif ne contient pas d'autre copie de l'avis médical du 5 septembre 2023 que celle – difficilement lisible – jointe par la partie requérante à son recours. Au demeurant, elle ne semble pas produite dans son intégralité puisqu'elle ne présente pas de conclusion générale.

2.4. Par ailleurs, le Conseil constate, à l'instar de la partie requérante, que la partie défenderesse est restée en défaut de prendre en considération le complément de la demande d'autorisation de séjour envoyé par courriel du 28 juillet 2023, et partant, le certificat médical type daté du 11 mai 2023 et annexé à celui-ci. En effet, le fonctionnaire médecin de la partie défenderesse n'en fait pas mention sous le point « *Historique clinique et certificats médicaux versés au dossier* ».

Sans se prononcer sur cet élément, il convient donc de relever que l'avis du médecin conseil de la partie défenderesse – et partant, le premier acte attaqué – ne peut être considéré comme suffisamment et adéquatement motivé à cet égard.

2.5. Enfin, s'agissant du projet URA évoqué par le médecin conseil de la partie défenderesse dans son avis, le Conseil observe également, à la suite de la partie requérante, que ledit médecin en opère une lecture partielle, et donc erronée. Le Conseil ne peut en effet que constater, à la lecture du site internet <https://www.returningfromgermany.de/fr/programmes/ura/>, dont les pages sont reproduites au dossier administratif, que ledit projet n'est accessible qu'aux personnes revenant de l'un des Länder allemands y énumérés, et à condition qu'avant leur retour, elles aient « *séjourné au moins six mois en Allemagne* ».

Partant, le Conseil estime que la motivation du médecin conseil de la partie défenderesse ne saurait être considérée comme suffisante et adéquate sur ce point et, à titre surabondant, qu'elle procède à cet égard d'un défaut de minutie, voire d'une erreur manifeste d'appréciation dans l'analyse du dossier.

2.6. Il résulte de ce qui précède que le moyen unique, tel que circonscrit, est fondé et suffit à l'annulation de la première décision attaquée. Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner les autres griefs du moyen qui, à les supposer fondés, ne pourraient entraîner une annulation aux effets plus étendus.

2.7. Les ordres de quitter le territoire, pris à l'encontre des requérants, constituant les accessoires de la première décision attaquée, qui leur a été notifiée à la même date, il s'impose de les annuler également. En effet, dès lors que la décision refusant la demande d'autorisation de séjour du 5 septembre 2023 est annulée par le présent arrêt, de manière rétroactive, ladite demande doit être considérée comme étant pendante au moment où la partie défenderesse a adopté les deuxième et troisième décisions querellées.

A cet égard, il convient de rappeler que la partie défenderesse est tenue par les obligations générales de motivation formelle et de bonne administration qui lui incombent, lorsqu'elle prend une décision administrative individuelle, et ainsi, notamment, de statuer en prenant en considération tous les éléments

pertinents qui sont portés à sa connaissance au moment où elle statue (en ce sens, arrêt CE n° 196.577 du 01.10.2009). De surcroît, la partie défenderesse ne peut, lorsqu'elle prend un ordre de quitter le territoire, se contenter du seul constat du séjour irrégulier mais doit tenir compte d'autres facteurs, notamment les éléments relatifs à l'état de santé de l'intéressé.

Le Conseil rappelle encore que le Conseil d'Etat a déjà jugé que « *dès lors que la partie adverse avait formé une demande d'autorisation de séjour, basée sur l'article 9bis de la loi du 15 décembre 1980, il appartenait à la partie requérante [...] de statuer sur cette demande avant d'adopter un ordre de quitter le territoire. En effet, la partie requérante ne pouvait exclure a priori qu'elle ne ferait pas droit à la demande précitée. Or, si elle avait autorisé la partie adverse au séjour sur la base de l'article 9bis précité, cette dernière n'aurait pas séjourné de manière irrégulière de telle sorte que la partie requérante n'aurait pas été appelée à lui enjoindre de quitter le territoire en application des articles 52/3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, et 7, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° à 12°, de la loi du 15 décembre 1980* » (C.E., arrêt n° 231.443 du 4 juin 2015).

Si on ne peut, certes, reprocher à la partie défenderesse d'avoir considéré qu'une issue négative avait été apportée à la demande d'autorisation de séjour de la partie requérante, lors de la prise des deuxième et troisième décisions attaquées, le Conseil ne peut, pour sa part, ignorer l'annulation qu'il a lui-même prononcée dans cette affaire et les conséquences qui en découlent pour la présente cause.

Dans un souci de sécurité juridique, les ordres de quitter le territoire attaqués doivent être annulés.

### **3. Débats succincts.**

3.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

3.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

### **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

#### **Article 1**

La décision déclarant non fondée une demande d'autorisation de séjour, et les deux ordres de quitter le territoire, pris le 5 septembre 2023, sont annulés.

#### **Article 2**

La demande de suspension est sans objet.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le quatre juin deux mille vingt-quatre par :

N. CHAUDHRY, présidente f.f., juge au contentieux des étrangers,

E. TREFOIS, greffière.

La greffière, La présidente,

E. TREFOIS

N. CHAUDHRY